

« J'étais sûre à 100 % que je n'avais violé aucune loi, mais j'étais portée à croire que j'étais une espèce de criminelle puisqu'une enquête le disait. »



Dans cette fiche, nous proposons de découvrir l'histoire de Stasya Denissova. Militante russe pour les droits humains, Stasya a été victime d'intimidations et de fausses accusations dans le but de la faire taire et de dissoudre son ONG *ETHNICS*.

L'histoire de Stasya Denissova

Stasya Denissova a grandi dans la région multiethnique de Krasnodar, près de la mer Noire en Russie. Son enfance a été marquée par les divisions et par les tensions et les conflits interethniques. **Dès son plus jeune âge, elle a été exposée au problème des droits des minorités et a commencé à vouloir combattre la haine qu'elle voyait tout autour d'elle et la discrimination à l'égard de certains groupes ethniques dont elle était témoin.**

« J'ai toujours été très sensible au sujet de l'Holocauste et des purges nationalistes de l'époque »

soviétique, explique Stasya. Sous Staline, à l'âge de 18 ans, ma grand-mère lituanienne a été envoyée de force en Sibérie comme d'innombrables autres personnes. Jusqu'aux derniers instants de sa vie, elle a refusé de me parler de cette époque tellement cela lui était insupportable.» L'histoire tragique de sa famille a incité Stasya à agir : « Au début des années 2000, chaque attaque contre un étudiant de nationalité étrangère, chaque article haineux à l'égard de minorités ethniques qui était publié dans les journaux locaux, chaque croix gammée sur une clôture était pour moi le signe qu'il fallait faire quelque chose afin de prévenir le retour des nettoyages ethniques, des déportations et de la guerre. »

Au début des années 2000, les Meskhètes ont commencé à apparaître constamment dans les médias de Krasnodar. Ce peuple turc originaire de Géorgie a été déporté en Asie centrale par Staline. Dans les années 1980, les Meskhètes ont dû fuir après un bain de sang programmé dans la vallée de la Ferghana. Ils se sont alors réfugiés dans la région de Krasnodar, proche de la Géorgie, mais n'ont pas pu s'y installer véritablement. En effet, leurs coutumes très différentes les séparaient de la population locale. En outre, ils n'ont pas obtenu la *propiska*, un permis de résidence nécessaire pour bénéficier de soins médicaux, travailler, conduire, se marier ou encore acheter un bien immobilier. D'autres groupes ethniques, comme les Yézidis et les Hémichis, étaient dans le même cas, mais le fait que les Meskhètes constituent un groupe plus grand a donné davantage d'ampleur au problème, que les médias et les autorités ont abordé de façon négative.

Face à cette injustice, Stasya et ses amis de l'université ont décidé d'agir. Ensemble, ils ont fondé leur propre organisation non gouvernementale (ONG), un groupe de jeunes pour la tolérance dénommé ETHnICS. L'un des premiers projets d'ETHnICS a été un camp de vacances sur la tolérance auquel ont participé de jeunes Russes, Yézidis, Hémichis et Meskhètes. L'objectif était de les amener à comprendre la culture des autres, en amorçant un dialogue pour lutter contre la discrimination et encourager la tolérance.

Bientôt, ETHnICS a commencé à recevoir des menaces. Stasya explique comment cela a commencé :

« J'ai d'abord reçu des appels anonymes, puis j'ai remarqué que des voitures dépourvues de plaques d'immatriculation me suivaient partout. Nos bénévoles ont été contactés par les autorités afin qu'ils les informent des décisions internes, des journaux ont publié des articles virulents et destinés à nous intimider. »

Une fois, Stasya n'a pas été autorisée à prendre un avion pour Vienne, où elle devait parler de la discrimination à l'égard des minorités ethniques. Une autre fois, à son retour en Russie, elle a été arrêtée à la frontière, aux côtés d'un journaliste, et interrogée pendant huit heures sur ses activités relatives aux droits humains.

Un jour, vers 6 heures du matin, des policiers sont arrivés. Ils ont perquisitionné dans son appartement et saisi tous ses appareils électroniques. Lorsqu'elle a demandé pourquoi, ils lui ont répondu qu'un avocat de Microsoft l'avait accusée de violations du droit d'auteur de l'entreprise sur les ordinateurs portables d'ETHnICS. Dès lors, Stasya a dû lutter pour ses droits.

Après avoir fouillé les ordinateurs, les autorités ont affirmé avoir constaté des violations du droit d'auteur, passibles de six ans d'emprisonnement. Stasya a reçu l'ordre de ne pas quitter la région et a été interrogée à plusieurs reprises. **Elle savait que les charges invoquées étaient une mascarade et que le but réel des autorités était de faire taire les dissidents et les défenseurs des droits humains.** Cependant, la situation est rapidement devenue incontrôlable, car les accusations ont commencé à avoir des répercussions sur sa vie personnelle et professionnelle.

En effet, ces accusations ont conduit à son renvoi de l'université, où elle donnait des cours d'anglais, lui faisant ainsi perdre une importante source de revenus. En outre, elle n'a pas été autorisée à soutenir sa thèse de doctorat. **Elle a commencé à se sentir comme une véritable criminelle, comme si elle avait réellement fait quelque chose de répréhensible.**

Stasya se rappelle ces moments difficiles : *« Ça a été une période vraiment dure pour ma famille et moi. Je me sentais terriblement mal. J'étais sûre à 100 % que je n'avais violé aucune loi, mais j'étais portée à croire que j'étais une espèce de criminelle puisqu'une enquête le disait. C'était un sentiment horrible, je portais un chapeau très bas sur la tête pour ne pas croiser le regard de mes nombreux étudiants et de leurs parents. Après que la police a fait irruption dans mon appartement, ma mère a eu un mini AVC et je m'en suis sentie totalement responsable. »*

Au bout de huit mois d'interrogatoires et de harcèlement continuels, l'affaire a été jugée. Stasya était inquiète. En effet, *« le taux de relaxe en Russie est inférieur à 0,5 % et la plupart des procès aboutissent à une déclaration de culpabilité, en particulier si les autorités sont concernées »*, explique-t-elle.

Pendant ce temps, une campagne mondiale en sa faveur prenait de l'ampleur. Des milliers de personnes du monde entier voulaient l'aider. À Moscou, des amis de Stasya qui enseignaient à l'université ont commencé à parler de son cas à leurs étudiants. Un étudiant et une étudiante en droit s'y sont intéressés et ont décidé d'entamer des recherches. Ils sont devenus deux des plus fervents sympathisants de Stasya, à la fois au plan professionnel – en aidant son avocat – et au plan personnel – en la soutenant quand personne d'autre ne le faisait.

Stasya explique : *« Dans de petites régions de Russie, hors de Moscou, votre cas sert d'exemple à d'autres. Les militants et les journalistes ont peur de vous soutenir ou de faire comme vous parce*

qu'ils pourraient subir les mêmes conséquences. » Des personnes ont malgré tout apporté cette aide si nécessaire : *« J'ai reçu de nombreux appels et cartes de solidarité et de soutien. Lorsque Macha et Egor [les deux étudiants de Moscou] sont venus à Krasnodar et sont restés avec moi tout au long des multiples interrogatoires et du procès, ils m'ont été d'un grand soutien »,* souligne-t-elle.

Son cas n'est pas isolé. Un jour, Clifford J. Levy, un journaliste du *New York Times*, s'est fait connaître et a révélé qu'un certain nombre d'actions en justice engagées en Russie concernaient Microsoft. Beaucoup de ces affaires mettaient en cause des ONG et des dissidents.

Pendant que le journaliste enquêtait, l'affaire de Stasya a été jugée. **Grâce à une campagne retentissante en sa faveur et à la présence d'observateurs au procès, le juge a reconnu les nombreuses irrégularités et erreurs dont les autorités étaient responsables** et a demandé l'ouverture d'une nouvelle enquête. Microsoft, pour sa part, avait fort à faire entre la condamnation de l'opinion publique américaine et sa situation délicate dans l'affaire de Stasya Denissova. Toutefois, même si l'entreprise avait retiré sa plainte, l'État n'aurait pas abandonné les poursuites étant donné que la violation du droit d'auteur est considérée comme une infraction grave. À l'issue de longues négociations, une solution a été trouvée : Microsoft fournirait une licence gratuite aux ONG et aux petits médias de Russie et de 16 autres pays dirigés par un gouvernement répressif. Une permanence téléphonique a été ouverte à Londres afin que les éventuelles violations de l'accord puissent être signalées. Le dossier de l'accusation a commencé à se déliter.

En mai 2010, toutes les charges ont été subitement abandonnées, Stasya était libre. Le procureur lui a adressé une lettre d'excuses au nom de la Fédération de Russie, mais le mal était fait. Stasya avait perdu son emploi et son ONG avait fermé. Malgré cela, elle est restée optimiste et s'est remise à défendre les droits humains.

Cependant, à l'automne 2010, Stasya a été accusée d'avoir tenu un discours de haine à l'égard des autorités. Son rapport sur la discrimination visant les minorités évoquait le rôle des pouvoirs publics, ce qui a, semble-t-il, suffi aux autorités pour la qualifier d'« extrémiste » et tenter de la faire emprisonner.

En quelques jours, Stasya a rassemblé ses affaires et fui la région. Elle est partie à Moscou, où d'autres militants l'ont aidée. **Alors qu'elle envisageait de demander l'asile à l'étranger, les charges retenues contre elle ont été subitement abandonnées. Les autorités voulaient juste qu'elle parte et que son travail de révélation cesse.**

Stasya explique que son calvaire n'a fait que renforcer sa volonté de défendre les droits humains. Elle a commencé à travailler auprès de personnes réfugiées tout en enseignant à

l'École ouverte des droits humains, à Moscou. Elle voulait que tout le monde connaisse ses droits pour pouvoir les défendre et défendre ceux d'autrui, se montrer solidaire et agir. *« Si je n'avais pas suivi la situation de minorités ethniques, puis fait moi-même l'objet d'une campagne et, ces sept dernières années, défendu les droits des personnes réfugiées devant les services de l'immigration et les tribunaux, je ne serais pas capable d'enseigner les droits humains, déclare Stasya. La pratique et la théorie doivent aller de pair et, par l'éducation aux droits humains, nous pouvons contribuer à former une nouvelle génération de militants courageux. »*

Son combat a changé des choses. *« Je n'ai pas souffert pour rien, explique-t-elle. La tactique Microsoft a changé, de nombreux appels ont été passés à la permanence téléphonique et cela a contribué à modifier le sort d'innombrables ONG. »* Sa victoire a également appris à des personnes à défendre autrui et les a encouragées à se mobiliser pour les droits humains.

Aujourd'hui, Stasya est une éducatrice aux droits humains dynamique qui travaille avec Amnesty International. Elle continue à lutter pour les droits humains en Russie. *« Le tribunal est un endroit important pour voir où des violations des droits humains ont lieu, c'est un endroit où les injustices peuvent être mises en lumière »*, voilà une chose que l'expérience lui a apprise. Actuellement, elle suit des procès et sensibilise d'autres personnes à l'importance de cette activité, qui consiste à soutenir les personnes accusées à tort, à veiller à ce que les autorités sachent qu'il y a toujours des observateurs et à s'assurer que l'injustice n'a pas de place dans le sort réservé à celles et ceux qui défendent les droits humains.

Source : Amnesty International

Le petit + : il existe également une fiche focus sur l'accès à la justice qui permet d'en savoir plus sur la question et peut être utilisée en complément de cette fiche témoignage ainsi que diverses fiches d'activités, fiches à voir à lire ou encore fiches de jeux sur la question de l'accès à la justice. Toutes ces fiches sont à retrouver sur notre plateforme de ressources en ligne : www.amnesty.be/plateforme